

J'ai dû louper un épisode...

les interviews de Pascale Fourier

Emmanuel Todd,

Interview du 19 Novembre 2008

Thème: protectionnisme !

Partie 2/2

Nation, protectionnisme européen... et diversité européenne

Pascale Fourier : Il y a un mot qui est aussi devenu quasiment interdit, et que même vous dites presque avec difficulté, c'est le mot « France » ou le mot « nation ». Qu'est-ce qui peut valider d'une façon ou d'une autre l'idée que l'espace national est encore un cadre pertinent ?

Emmanuel Todd : Je pense que j'oublie de mentionner ces mots parce que cela va tellement de soi que je suis content d'être français... et surtout parce que l'idée de nation, ça doit être un des derniers mots, peut-être le dernier mot de L'illusion économique que j'avais écrit en 1998 où je prônais le retour à l'idée de nation contre les gens qui étaient dans l'idée que l'idée de nation, c'était dépassé... Et j'associais déjà la montée en puissance de l'idéologie libre-échangiste à un phénomène de désintégration culturelle des nations. Donc pour moi, il n'y a pas de problème.

La nation, oui, mais ça ne suffit pas...

Simplement, j'en suis plutôt au point où je pense que la nation, oui, mais ça ne suffit pas en fait, et que l'incapacité des sociétés avancées à produire du sentiment collectif pour des raisons psycho-sociologiques profondes - cette histoire de narcissisation des comportements, d'ultra-individualisme - est telle que le retour du mot « nation » n'a produit qu'un discours identitaire bidon.

C'était le discours de Guaino, Sarkozy, ou même Ségolène Royal en bout de course où, en gros, la nation, c'est chanter la Marseillaise ou devenir complètement hystérique quand trois gamins sifflent l'hymne national... Dans le contexte d'affaiblissement des sentiments collectifs, le mot « nation », quand il est utilisé, a tendance à devenir une sorte de hochet sans conséquence. Donc vous avez, Sarkozy qui vous fonde un ministère de « bla-bla bla-bla et de l'identité je ne sais quoi » et puis qui ensuite va aller se coucher devant les Américains, et qui envoie des gamins se faire tuer en Afghanistan au service de l'armée américaine, même plus sous le drapeau français d'une certaine manière. C'est sans doute pour cela que je ne l'utilise plus. Mais pour moi, je suis toujours content d'être français.

Et je pense que la société française existe. A la limite, ces histoires d'identité nationale me font rire. On n'a pas assez confiance. Ce n'est pas vrai que la France est sur le point d'être submergée par l'islam: tout cela, c'est des monceaux de conneries. Les gosses qui foutent le feu aux bagnoles dans les banlieues, je ne dis pas que j'approuve, mais c'est des petits Français mal élevés, mais mal élevés comme le sont des petits Français. Moi je vois la continuité des bagnoles qui flambaient en mai 68 dans les quartiers bourgeois et des bagnoles qui flambent dans les banlieues. On peut voir ça comme un phénomène de capillarité sociale

descendante comme on dit. Donc pour moi, la nation est là.

La déconnexion de l'économie du cadre national mine la démocratie....,

Mais par contre ce qui est vrai, et c'est que je souligne dans le livre, c'est que la nation-société n'est plus à l'échelle de l'économie. On vit une partie de l'impuissance des politiques: finalement, ils peuvent se donner l'impression d'agir dans la société, ils peuvent manipuler le système politique, ils peuvent même provoquer des émeutes en banlieue, mais leur possibilité d'action économique s'est contractée et la vérité, c'est que l'économie qui existe est l'économie européenne maintenant. Il y a l'économie mondiale, mais surtout l'économie continentale européenne.

Et bien entendu, c'est cela qui mine la démocratie, c'est que l'échelle du politique, la démocratie, était à l'échelle nationale; la société était à l'échelle nationale; l'économie était à l'échelle nationale: tout cela était donc bien emboîté. Si on regarde le pouvoir politique, on pouvait agir sur l'économie. Maintenant, si on regarde le pouvoir politique, on ne peut agir sur rien.

...ce qui valide la nécessité du cadre européen.

Donc, ce que je dis, c'est que, comme on ne peut pas ramener l'économie à l'échelle nationale, pour sauver la démocratie, essayons d'étendre la sphère du politique à l'échelle de l'économie continentale européenne. Pour moi, c'est un gros travail parce qu'à l'origine, je suis un anti-maastrichtien. J'avais été ramené à la conscience civique par les débats très violents de l'époque de Maastricht où s'était développé ce discours élitiste, anti-populaire, antinational aussi, qui m'avait ramené à l'idée de nation, à l'idée d'intérêt des catégories populaires, puis des classes moyennes. Mais, il faut être réaliste, et il faut admettre qu'on ne peut pas gérer l'économie à cette échelle. Et donc j'ai changé d'attitude vis-à-vis de l'Europe, et je suis passé d'une attitude du genre : « Ils nous font suer. En plus l'Europe est utilisée comme un instrument de plus dans la

destruction de la démocratie; c'est une espèce de nains intellectuels qui règne à Bruxelles; ils ne sont que les agents du libéralisme triomphant. Et puis les dirigeants nationaux s'abritent derrière cela... Cette Europe, cheval de Troie en fait du libre-échange et du libéralisme... ».

Pour une Europe des Nations

Et donc maintenant je dis : « Retournons l'Europe, et faisons de l'Europe l'instrument de sauvetage ultime de la démocratie et donc essayons d'en faire le cadre de l'expérience protectionniste ». Mais bien entendu, une Europe des nations. Certes, je dis qu'il faut l'Europe, mais arrêtons de nous raconter des histoires sur la participation lettonne à l'élaboration de la nouvelle doctrine, acceptons l'idée que l'Allemagne est la première puissance industrielle de l'Europe, que la France est la première puissance de contestation. On joue avec ces nations dans un jeu très subtil: il ne s'agit pas non plus nier l'existence des Etats moyens et petits. En gros, l'idée, en Europe, c'est qu'il y a suffisamment de différences culturelles ou de désaccords entre les Français et les Allemands -avec les Anglais, ça devient parfait -, pour que si les trois plus grands peuples s'entendent, tout le monde y trouvera sa place parce que ça veut dire que le gros des différences a été évoqué.

Si on prend cette histoire d'effacement des croyances collectives, on se rend bien compte que l'opposition entre nationalistes et européistes est complètement bidon parce qu'en vérité, ce qu'on a constaté ces dernières années, c'est qu'il n'y a plus de sentiment collectif et que tout le monde est perdant : les nationalistes n'arrivent pas à faire revivre la nation, et l'idée européenne est en train de mourir...

Mais ce que je dis aussi clairement dans le livre, c'est que ça va être très dur à cause de cet état des mentalités ultra-individualistes, narcissisées. C'est pour ça que je dis que si on arrivait à mettre sur pied un projet comme cela - en ce moment la crise nous botte les fesses et ça augmente la probabilité... -, c'est un changement de niveau de conscience. C'est une étape historique différente: les gens qui ont une éducation supérieure continuent de

s'intéresser à leur épanouissement personnel, mais ajoutent à leur épanouissement personnel une dimension de conscience civique et collective d'un genre tout à fait nouveau.

Pascale Fourier : Sur l'Europe, ce qui me pose soucis, mais peut-être allez-vous m'enlever mon souci, c'est la question de savoir quelle peut être la place du simple citoyen ? Parce qu'en réalité pour tout vous dire, moi j'ai le sentiment que déléguer les choses au niveau de l'Europe, les passer au niveau européen, ça suppose que les simples citoyens ne peuvent guère faire entendre leur voix.

La nécessaire conversion au protectionnisme européen

Emmanuel Todd : Une Europe où les instances supérieures, qu'elles soient bruxelloises ou nationales d'ailleurs, s'occuperaient de relance des salaires, de relance de l'économie, ce serait quand même une Europe qui s'intéresserait aux citoyens. C'est déjà quelque chose. Alors effectivement, je n'ai pas en tête un système dominé par une caste de philosophes-rois, le modèle platonicien démentiel, une aristocratie bienveillante.... Ce n'est pas du tout ce que j'ai en tête parce que ce n'est pas possible. Les choses ne vont pas être mises en place par les gouvernements actuels, par des espèces de nains intellectuels qui n'ont pas pensé à rien, qui pensent que donner de l'argent aux banques, c'est les nationaliser... tous les gens qui parlent de retour de l'État et qui n'ont pas pensé à rien... Non. Non. Tout cela ne peut se produire que si émergent dans chacune des nations des forces politiques représentatives qui ont fait leur conversion au concept de protectionnisme européen, qui gagnent des élections.

Dans le cas concret de la France, par contre, ça peut se passer à droite et à gauche, d'une certaine manière : je pense que les basculements d'attitude sur ces grandes questions économiques touchent avec des décalages les deux parties du spectre politique.

Par exemple, ce qui se passe actuellement au Parti Socialiste est quand même très

intéressant. C'était inconcevable il y a quelques mois. La motion Hamon contient tout à fait l'idée de contrôle du libre-échange. Ça émerge en tant que force politique. Compte tenu de ce qu'est la structuration des votes au Parti Socialiste, 19 %, ce n'est pas négligeable du tout.

Donc, l'Europe protectionniste, c'est une Europe dans laquelle les partis de gauche, de droite ont fait une conversion à cette idée, où on continue à voter, on peut continuer d'ailleurs à s'affronter sur toutes sortes d'autres choses dans un univers qui n'est pas asphyxié. Et la même chose en Allemagne. Et la même chose dans tous les pays en fait.

La « gouvernance sadique » des européistes et des libre-échangistes....

Donc en fait, il s'agit de faire revenir dans un premier temps le débat libre-échange/protectionnisme dans le jeu politique. Ce qui me fait parler dans le livre de « démocratie de manipulation », c'est que justement on a des systèmes politiques qui arrivent à évacuer avant même le débat principal cette notion... L'important, c'est de faire revenir les thématiques économiques, et cette thématique de contestation de la globalisation dans le débat politique démocratique.

Donc il s'agit bien de sauvetage de la démocratie, il s'agit pas d'une gouvernance d'un genre nouveau. Le projet des européistes et des libre-échangistes fous, c'est ce qu'on pourrait appeler le projet d'une « gouvernance sadique », contre l'intérêt des populations. Ce que je suis en train de proposer, c'est certes des élites raisonnables, mais ce n'est pas une gouvernance bienveillante et méprisante pour les peuples.

Pascale Fourier : Comment faire peser le poids de sa voix, de son vote, de l'opinion publique on peut dire sur des gens qui prennent des décisions au niveau de Bruxelles: c'est ça que je n'arrive pas à voir.

Emmanuel Todd : Non, mais il ne se passe rien à Bruxelles ! Bruxelles est une fiction ! Tout ce qui se trouve à Bruxelles en terme intellectuel , - comment l'exprimer, je ne

voudrais pas être méprisant - mais, ce n'est pas là que ça se passe. Ce qui se passe à Bruxelles se passe parce que les gens de Paris, de Berlin, ou de Londres, veulent bien que ça se passe. Donc il suffit tout à fait de reprendre le pouvoir intellectuel et politique à Paris et Berlin pour que les gens de Bruxelles soient alignés... ou virés !

Pascale Fourier : Est-ce que ce que vous disiez sur les différents types de familles peut expliquer le côté ... un peu effectivement bizarre des français... contestataire en fait...?

Structures familiales et diversité européenne

Emmanuel Todd : Je suis souvent contesté comme économiste, ce qui est tout à fait normal, puisque je ne suis pas économiste...et donc en fait je dis des choses raisonnables en l'économie parce que je ne suis pas économiste... Pour ce que est de la profession d'économiste, voyez l'excellent livre de Gréau, La trahison des économistes, que je recommande. Sur les structures familiales, l'anthropologie, ça c'est mon domaine de compétence vraie. Vous allez dire peut-être que moi je délire dans mon domaine de compétence comme les économistes dans le leur.... Mais donc l'essentiel de mon travail de chercheur, sur une vie de chercheur déjà longue, c'est d'essayer de comprendre comment la diversité des systèmes familiaux traditionnels peut expliquer des diversités de tempéraments nationaux.

Prenez les Français et les Allemands par exemple. Pour les Français, on va retrouver les idées de liberté, d'égalité dans la famille très individualiste, égalitaire, des paysans du bassin parisien à la veille de la Révolution française. Et puis on se rend compte qu'il y a des enfants qui doivent se marier de façon autonome, fonder des ménages, des règles d'héritage très égalitaires bien avant la Révolution, dès le Moyen Âge en fait. Et vous allez trouver là les racines du comportement de toutes les traditions anarchiste, radical-socialiste, l'esprit français - avec en plus en France un statut assez élevé de la femme qui se combine à ça.

En Allemagne, il y avait ce qu'on appelait la

famille souche: c'est des systèmes paysan à héritier unique, généralement l'aîné des garçons, quelquefois le dernier-né, avec un certain autoritarisme dans la famille, puisque l'aîné marié restait sous l'autorité des parents, et puis une inégalité fondamentale de la famille puisque les enfants ne valaient pas la même chose. Donc là, par contre, ça permettra d'expliquer dans les phases de transition l'émergence d'idéologies assez hiérarchiques dans la tradition allemande. Ça peut être des idéologies hiérarchiques paisibles de type démocratie chrétienne, ou social-démocratie, et puis dans les phases de crises religieuse et économique absolues, les nazis en fait.

J'adore l'Europe, j'adore m'y promener, particulièrement en Allemagne. Ma compagnie dit que c'est normal que j'aime l'Allemagne, car j'aime l'ordre et la saucisse. C'est un peu caricatural, puisque quand même le continent européen doit son alphabétisation globale à l'Allemagne: c'est là que ça a commencé avec la réforme protestante et donc l'Allemagne est vraiment au cœur du développement européen, bien avant l'industrie. Et c'est clair que quand on se balade en France ou en Allemagne, on voit très bien que ce sont des pays qui ont toujours des cultures différentes. Le rapport au feu rouge pour les piétons n'est pas le même dans les deux pays par exemple.

France, pays du désordre... et de l'ordre

Mais cela dit, la France n'est pas qu'anarchie. Si vous voulez trouver une culture de l'indiscipline, c'est plutôt vers l'Espagne qu'il faut aller, ce sera plus complet. Il y a là des systèmes souches en Espagne, en pays basque, en Catalogne, sur toute la bordure nord, mais il y a une beaucoup plus grande dominance de la famille nucléaire égalitaire du bassin parisien.

En France, vous avez sur toute la périphérie du système national, des systèmes souches : tout le Sud-Ouest, grand producteur de fonctionnaires, de postiers, avec des niveaux ou éducatifs plus élevés que le Nord en fait quand on regarde les cartes. J'y avais travaillé il y a assez longtemps, avant le recensement de 1982, mais je pense que cela reste toujours vrai. La France est aussi le pays de grandes

différences territoriales et puis d'un antagonisme interne. C'est vrai que le Bassin parisien, c'est la région d'un individualisme égalitaire, mais la périphérie - (l'Alsace évidemment, parce que les Alsaciens, en termes anthropologiques, c'est un morceau de l'Allemagne, mais aussi tout le Sud-Ouest, toute l'Occitanie sans la façade méditerranéenne), c'est une région plutôt de famille souche, d'ordre.

Et ce que je trouve extraordinaire dans l'Histoire de France, ce qui la rend séduisante à étudier et assez complexe, c'est que c'est le pays du désordre, mais c'est aussi le pays de l'ordre. C'est le pays où l'un des rituels est le caillassage de la police par les jeunes, mais c'est aussi le pays où tout le monde sait s'arrêter au premier sang: on l'a vu en mai 68, on l'a vu pendant les émeutes de banlieue. Vu des autres pays, c'est très évident. Je ne sais plus à quelle époque de grande grèves terribles où le pays était paralysé, il y avait un reportage extraordinaire où les réactions allemandes étaient : « Quel désordre ! », et les réactions italiennes : « Quelle discipline dans la grève! ».

Et donc la France, c'est le pays de l'ordre et du désordre à la fois. C'est ce qui rend la vie dans ce pays assez intéressante. Voyez je suis un bon patriote quand même! Et les gens – moi, ça me rend fou!- qui célèbrent l'identité nationale ne comprennent pas ça: ils ne comprennent pas que la France est le pays qui est si sûr de lui-même et de son Histoire que si des gamins crachent sur le drapeau, c'est dans la tradition nationale aussi. On n'est pas des Américains: on ne s'évanouit pas si le drapeau est brûlé parce qu'on est sûr de ce qu'on est.

Pascale Fourier : Et est-ce qu'on peut faire vivre en bonne entente des peuples avec des différences de structures sous-jacentes aussi importantes au sein de l'Europe ?

La nécessaire reconnaissance de la diversité européenne.

Emmanuel Todd : Je pense que c'est possible si on en est conscient et qu'on l'accepte. J'avais été frappé quand j'avais publié L'invention de l'Europe, qui était une

analyse assez poussée, une relecture de toute l'Histoire européenne depuis 1500 à peu près, partant d'une grille familiale, avec des cartes très précises, un livre qui mettait bien en évidence, à la fois les différences, ce que ça impliquait en termes de contribution nationale au développement de l'Europe: chacun avait son dû, l'Allemagne l'alphabétisation de masse, l'Angleterre la révolution industrielle - ça avait des rapports avec la plasticité de la structure familiale-, la France, l'égalité, la contestation, et la contraception aussi, puisque la France était pionnière dans le domaine du contrôle des naissances. Mais j'y soulignais des différences de mœurs. Et j'avais été frappé de voir à quel point le livre avait été bien perçu à Bruxelles dans les milieux de fonctionnaires internationaux, etc. J'avais entendu dire: « Votre livre, c'est incroyable, c'est vrai ! Ca marche ! Ca nous permet de mieux travailler ensemble. ».

Je pense que ça peut marcher si on accepte les différences. Si vous voulez, le conflit, c'est si on essaie de se raconter que les Allemands et les Français, c'est la même chose. Alors là, on va dans le mur. On va dans le mur simplement parce que ce n'est pas vrai. Vous allez en Angleterre, le premier truc qui saute aux yeux, c'est que les Anglais sont toujours vachement anglais. On est à des niveaux éducatifs et de consciences suffisants - et de voyage : les programmes Erasmus pour ça sont vraiment géniaux- pour accepter de percevoir cette diversité. Il y a deux choses qu'il ne faut pas se raconter: il ne faut pas se raconter que les peuples sont la même chose, et puis il ne faut pas se raconter que ce qui est en train d'émerger, c'est une élite européenne séparée des cultures d'origine. Parce que la vérité ultime, c'est que même les élites de chaque pays sont des caricatures leur pays d'origine! Un haut fonctionnaire français, c'est vraiment un français archétypal. Donc il ne faut pas retrouver le mythe d'une élite platonicienne détachée des contingences culturelles. La vérité, c'est que les élites françaises parlent français, pataugent en anglais, ne parlent pas allemand...